



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le 6/07/2023

Cellule risques anthropiques
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2023-037 DREAL
SAS HYDRAPRO à LEDENON, Lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze**

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 autorisant la société SAS HYDRAPRO à exploiter une usine de conditionnement de produits chlorés pour le traitement de l'eau de piscines située sur le territoire de la commune de LEDENON ;
- VU** l'évènement survenu dans le bâtiment de fabrication D le 04 juillet 2023 ;
- VU** l'inspection réalisée le 04 juillet 2023 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'évènement survenu le 04 juillet 2023 sur le site de LEDENON exploité par la société HYDRAPRO sont susceptibles de porter atteinte / ont porté atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'ampleur des dégâts résultant de cet évènement susvisé constatés lors de ladite visite d'inspection, ne permet pas de poursuivre l'activité dans le bâtiment D sans travaux de remise en état et sans définition et mise en œuvre de mesures préventives ou correctives destinées à prévenir le renouvellement d'un accident similaire ;

CONSIDÉRANT que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société SAS HYDRAPRO est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de LEDENON, Lieu-dit Pazac – Mas de Gleyze.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – MESURES IMMÉDIATES CONSERVATOIRES

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du bâtiment D sont suspendues. Les conditions de redémarrage de ce bâtiment sont fixées dans les articles suivants.

L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes :

- mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;
- mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente capable de surveiller les installations et mettre en œuvre dans les délais les mesures prévues par le plan d'opération interne, tant que la sécurisation du bâtiment D n'est pas assurée ;
- évacuation des produits impactés par l'évènement ;
- nettoyage du bâtiment.

ARTICLE 3 - MESURES DE GESTION POST-ACCIDENT

ARTICLE 3.1

L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des sky domes, des moyens de détection et de défense incendie ainsi que les moyens de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, sur l'ensemble de son site et la gestion de son établissement conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé.

ARTICLE 3.2 – GESTION DES DÉCHETS LIÉS AU SINISTRE

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Les bordereaux de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3 – GESTION DES EAUX D'EXTINCTION

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie.

Un examen de l'acceptabilité du rejet des eaux d'extinction en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, réseau d'assainissement, installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3.4 – RAPPORT D'ACCIDENT

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ;
- l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles sur l'ensemble de la chaîne de production et de logistique en amont des cuves de stockage de la poudre de recyclage pouvant être à l'origine de l'événement ou d'un événement similaire ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie et le retour d'expérience de la mise en œuvre du POI,
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux superficielles et souterraines, sols, odeurs, air...) sur la base des prélèvements mis en œuvre en application des dispositions du POI. Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Les résultats d'analyses sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM),
- les conséquences économiques,
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

ARTICLE 4 - REMISE EN SERVICE DU BÂTIMENT D

La remise en service du bâtiment D est subordonnée à la transmission préalable à la préfète du Gard des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents comportant notamment la transmission des éléments justifiant la fin du fonctionnement dégradé du site et le bon fonctionnement de l'ensemble des mesures de maîtrise des risques ayant pu être affectées par le sinistre.

Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont également transmises à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

ARTICLE 6 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 - EXECUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie,
- Le maire de Lédénon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société HYDRAPRO.

La préfète ,

Pour la Préfète,
la Sous-Préfète,
secrétaire générale adjointe
Chloé DEMEULENAERE